



**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°01/
AONO/ANOR/CIPM/2025 DU 19 JUIL 2025 POUR LA
FOURNITURE D'ACCES A INTERNET A L'AGENCE DES NORMES ET DE LA
QUALITE (ANOR)**

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le souci d'améliorer la qualité du réseau internet devant concourir à la diffusion des informations et la maîtrise de l'espace numérique, le Directeur Général de l'Agence des Normes et de la Qualité lance un Appel d'Offres National Ouvert, pour la fourniture de services d'accès TCP/IP complets à l'Internet pour les bureaux de la Direction Générale, de l'Annexe de la Direction Générale, des Antennes de Douala, Kribi, Garoua et Bafoussam.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet du présent Avis d'Appel d'Offres consistent en la fourniture d'une connexion internet haut débit permanente et stable :

- accès internet dans tous les bureaux de la Direction Générale ; de l'Annexe de la Direction Générale ; de l'Antenne ANOR de Douala, de l'Antenne de Kribi, de l'Antenne de Garoua et de l'Antenne de Bafoussam ;
- maintenance des liaisons ;
- disponibilité des services.

3. Tranches /Allotissement

Le présent appel d'offres ne comporte ni tranche, ni allotissement.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de 60 000 000 (soixante millions) Francs CFA TTC.

5. Délais prévisionnels et lieu d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour l'exécution des prestations objet du présent appel d'offres est de six (06) mois dans les six (06) sites de l'ANOR. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de démarrer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à toutes les Sociétés et Entreprises installées au Cameroun et exerçant dans la fourniture de la connexion au réseau internet.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres seront financées par le Budget de fonctionnement de l'Agence des Normes et de la Qualité de l'exercice 2025 sur la ligne d'imputation budgétaire : 59-39-004-06-01-01-000008-61913.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à 1 200 000 FCFA et valable jusqu'à trente (30) jour au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction Générale de l'ANOR (Direction de l'Administration et des Finances, Service des Marchés et Contrats) sise à Bastos, Immeuble Ex Banque Mondiale, B.P. 14966 Yaoundé Tél/fax : 222 20 63 68, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être obtenu auprès de la Direction Générale de l'ANOR (Direction de l'Administration et des Finances), sise à Bastos, Immeuble Ex Banque Mondiale, BP : 14966 Yaoundé Tél/fax : 222 20 63 68, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO d'un montant de 100.000 (Cent mille) Francs CFA payable dans le Compte Spécial CAS-ARMP N°335 988 ouvert auprès de la BICEC (Banque Internationale du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit).

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme CO-LEPS au plus tard le 11 juillet 2025 à 14 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

11 9 JUIN 2025
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°01/AONO/ANOR/CIPM/2025 DU
POUR LA FOURNITURE D'ACCES A INTERNET A L'AGENCE DES NORMES
ET DE LA QUALITE (ANOR)

13. Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et Constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

14- Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être soumise en ligne comme indiqué dans le RPAO.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Tout candidat devra présenter la copie de la quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres dont l'original est dans l'Offre.

NB : La demande des originaux des documents pourra se faire à tout moment et à chacune des étapes de la procédure de passation et la non-production pourrait entraîner la disqualification du candidat.

15- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un (01) temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques et financières aura lieu le 11 juillet 2025 à 15 heures, par la Commission Interne de Passation des Marchés, dans la salle de réunions de l'Agence sis à Bastos Immeuble Ex Banque Mondiale à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandaté même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

16 Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont les suivant :

16.1 Critères éliminatoires

- de l'absence du cautionnement de soumission et du récépissé de consignations délivrés par la CDEC à l'ouverture des plis ;
- de la non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- du non-respect de la validation de 80% des OUI ;
- du non-respect de l'une des spécifications techniques indiquées dans les Spécifications Techniques du présent DAO ;
- de l'absence d'une preuve de représentation dans une region concernée par la fourniture ;
- de l'absence de l'une des certifications suivantes :

- certification « ITIL foundation »
- certification « ITIL service design »
- certification Mikrotik (MTCNA, MTCRE)
- de l'absence de la charte d'intégrité ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement social et environnemental ;
- de l'absence de l'attestation de non abandon de chantier au cours des trois dernières années ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence de la lettre de soumission ;
- de l'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- du non-respect du format de fichiers des offres.

16.2 Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- La présentation de l'offre numérique _____ Oui/Non ;
- Les références du soumissionnaire _____ Oui/Non ;
- Le matériel à mobiliser _____ Oui/Non ;
- Le service après-vente _____ Oui/Non.
- Le calendrier de livraison _____ Oui/Non;
- Les preuves d'acceptations des conditions du marché _____ Oui/Non;
- la capacité financière _____ Oui/Non.

La notation de ces critères se fera en utilisant la méthode binaire (oui ou non).

Les offres ayant eu un minimum acceptable de 80% de « oui » pour l'ensemble des critères essentiels seront classés conformes techniquement et soumises à l'analyse financière.

17 Attribution du marché

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

18 Nombre maximum de lots :

Le présent Dossier d'Appel d'Offres est constitué en un seul lot.

19 Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant *une période de 90 jours* à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

20 Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre administratifs peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction Générale de l'Agence des Normes et de la Qualité, Service des Marchés et Contrats et d'ordre techniques à la Cellule Informatique, au lieu-dit Bastos Immeuble Ex Banque Mondiale, BP: 14 966 Yaoundé-Cameroun-tél/fax: 222 20 63 68 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>

21 Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros: (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, le MO au numéro 222 20 63 68.

Yaoundé, le 19 JUIN 2025

Copies:

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) ;
- ARNP ;
- DG/ANOR ;
- Président CIPM/ANOR ;
- Affichage chrono.

DIRECTEUR GÉNÉRAL (21)



Madame Chantal Andely



19 JUN 2023
**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N°01/AONO/ANOR/CIPM / 2025 OF
FOR THE PROVISION OF INTERNET ACCESS TO STANDARDS AND
QUALITY AGENCY (ANOR) (EMERGENCY PROCEDURE)**

FUNDING: ANOR operating budget, 2025 financial year.

1. Objective of the Call for Tenders

In order to improve the quality of the internet network to contribute to the dissemination of information and control of the digital space, the Director General of the Standards and Quality Agency is launching a National Open Call for Tenders for the provision of complete TCP/IP Internet access services for the offices of the General Directorate, the General Directorate's Annex, the Douala, Kribi, Garoua and Bafoussam Branches.

2. Nature of the services

The services covered by this Call for Tenders consist of the provision of a permanent and stable high-speed internet connection:

- Internet access in all offices of the General Management; the Annex of the General Management; the ANOR branch in Douala, the branch in Kribi, the branch in Garoua and the branch in Bafoussam;
- maintenance of connections;
- availability of services.

3. Tranches/Allotments

This call for tenders does not include any tranche or allotment.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is 60,000,000 (sixty million) CFA francs, including tax.

5. Estimated deadlines and place of execution

The maximum period provided by the project owner for the execution of the services covered by this call for tenders is twelve (06) months in the six (06) ANOR sites. This period runs from the date of notification of the Administrative Order to start the services.

6. Participation and origin

The participation in this tender is open to all companies and businesses based in Cameroon and providing internet connection services.

7. Funding

The services subject to this Call for Tenders will be financed by the Operating Budget of the Standards and Quality Agency for the 2025 financial year under budget line: 59-39-004-06-01-01-000008-61913.

8. Method of submission

The submission method chosen for this consultation is online.

9. Bid bond

Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond, paid in cash, issued by an organization or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement and listed in document 14 of the tender documents, for an amount of 1,200,000 CFA francs and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the bids.

Failure to provide a bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the field of public procurement will result in the outright rejection of the bid. A bid bond that is produced but has no connection with the consultation in question shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the opening of bids shall be inadmissible.

10. Consultation of the Case of Appeal of Offers

The Tender Documents (DAO) can be consulted during business hours at the ANOR Headquarters (Administration and Finance Department, Contracts and Procurement Division) located at Bastos, Former World Bank Building, Door R4, P.O. Box 14966 Yaoundé Tel/fax: 222 20 63 68, as soon as this notice is published.

It can also be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm).

11. Acquisition of Tender Documents

The Tender Document (DAO) can be obtained from the ANOR Headquarters (Administration and Finance Department), located at Bastos, Former World Bank Building, Door R4, PO Box: 14966 Yaoundé Tel/fax: 222 20 63 68, upon publication of this notice, upon payment of a non-refundable fee of 100,000 (one hundred thousand) CFA francs for the purchase of the DAO, payable into the CAS-ARMP Special Account No. 335 988 opened with BICEC (The International Bank of Cameroon for Savings and Loans).

It is also possible to obtain the electronic version of the DAO by free download at the addresses indicated above. However, submission by physical or electronic means is conditional upon payment of the DAO purchase fee.

A copy of the said receipt will be filed at the place of withdrawal of the Call for Tenders Documents.

12. Submission of bids

All offers are written in French or English.

The offer must be sent by the bidder on the COLEPS platform no later than 11 july 2025 at 2 pm. A backup copy of the offer saved on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with a clear and legible indication (backup copy), in addition to the below statement, within the time limits.

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N°000001/AONO/ANOR/CIPM / 2025 OF
.....FOR THE PROVISION OF INTERNET ACCESS TO STANDARDS
AND QUALITY AGENCY (ANOR) (EMERGENCY PROCEDURE)**

13. FILE SIZE AND FORMAT

For online submissions, the maximum sizes of documents that will be transmitted via the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the administrative offer;
- 15 MB for the technical offer;
- 5 MB for the financial offer.

Accepted formats are :

- *PDF format for text documents ;*
- *JPEG for images.*

The candidate will ensure the use of compression software in order to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

1. Admissibility of tenders

Administrative documents, technical bids, and financial bids must be submitted online as specified in the RPAO.

The following will not be accepted by the Project Owner:

- bids received after the deadline;
- bids that do not indicate the identity of the tender;
- bids that do not comply with the submission procedure.

Any bid that is incomplete following the requirements of the tender documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a tender bond issued by a first-class financial institution or organization approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the models in the Tender Documents, will result in the outright rejection of the tender without any right of appeal. A tender bond that has been produced but is not related to the consultation in question shall be considered as missing. A tender bond presented by a tenderer during the opening of tenders shall be inadmissible.

All candidates must submit a copy of the receipt for the purchase of the Tender Documents, the original of which is included in the tender.

NB: *The originals of the documents may be requested at any time and each stage of the procurement procedure, and failure to produce them may result in the candidate's disqualification.*

15. Opening of bids

The bids will be opened in one 01 stage.

The administrative documents and technical and financial bids will be opened on 11 July 2025 at 3 pm by the Internal Procurement Committee in the Agency's meeting room located at Bastos, former World Bank Building in Yaoundé.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single person of their choice, duly authorized, even in the case of a consortium of companies.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in original or in copies certified as true copies by the issuing department or the competent administrative authority, as stipulated in the Special Tender Regulations. They must be less than three (03) months old from the original date of submission of tenders or have been issued after the date of signature of the tender notice.

In the case of absence or non-compliance of a document in the administrative file at the time the bids are opened, the bidders concerned shall be granted a period of forty-eight hours (48 hours) to produce or replace the document in question. Failure to comply with the number of copies indicated in the RPAO shall result in the rejection of the bid.

16. Evaluation criteria

There are two types of evaluation criteria: eliminatory and essential. A criterion cannot be both eliminatory and essential.

16.1 Elimination criteria

Failure to comply with these criteria will result in the rejection of the bidder's offer.

These include:

- the absence of the bid bond and the receipt for deposits issued by the CDEC at the opening of the bids;
- failure to produce, within 48 hours of the opening of bids, a document from the administrative file that was deemed non-compliant or missing at the time of the opening of bids (except for the bid bond);
- false declarations, fraudulent maneuvers or falsification of documents;
- failure to comply with the 80% YES validation requirement;
- failure to comply with any of the technical specifications indicated in the Technical Specifications of this DAO;
- failure to provide proof of representation in the region concerned with the furniture supply;
- failure to provide one of the following certifications:
 - the absence of a sworn statement of non-abandonment of services during the last three years;
 - the absence of the dated and signed integrity charter;
 - the absence of the dated and signed declaration of commitment to compliance with environmental and social clauses;
- non-compliance with the file format of the offers;
- from the absence of one of the following certifications:
 - ITIL Foundation certification
 - ITIL Service Design certification
 - Mikrotik certification (MTCNA, MTCRE)
- the absence of the integrity charter;
- the absence of the social and environmental commitment statement;
- the absence of a certificate of non-abandonment of the work site during the last three years;
- the absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
- the absence of the submission letter;
- the absence of a backup copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform;
- non-compliance with the file format for bids.

16.2 Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders will focus on:

- The presentation of the digital bid _____ Yes/No;
- The bidder's references _____ Yes/No;
- The equipment to be mobilized _____ Yes/No;
- After-sales service _____ Yes/No.
- The delivery schedule _____ Yes/No;
- Proof of acceptance of the contract terms _____ Yes/No;
- Financial capacity _____ Yes/No.

These criteria will be scored using a binary method (yes or no).

Bids that have received a minimum acceptable score of 80% 'yes' for all essential criteria will be classified as technically compliant and submitted for financial analysis.

17. Award of the contract

The Contracting Authority will award the contract to the tenderer who has submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest.

18. Maximum number of lots:

This Call for Tenders Document is made up of a single lot.

19. Duration of validity of the offers

Bidders shall remain bound by their bids for 90 days from the initial deadline for submission of bids.

20. Complementary Information

Additional administrative information can be obtained during business hours from the Directorate General of the Standards and Quality Agency, Contracts and Procurement Department, and technical information from the IT Unit, located at Bastos Former World Bank Building, PO Box: 14 966 Yaoundé, Cameroon, tel/fax: 222 20 63 68 or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>

21. Fight against corruption and bad practices

To report any practices, facts or acts of corruption, please call CONAC at 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) at (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, and the MO at 222 20 63 68.

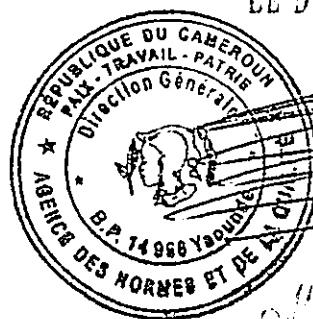
Yaoundé, the

18 JUN 2025

Copies:

- Public Contracts Authority (MINMAP)
- ARMP ;
- DG/ANOR ;
- President CIPM/ANOR
- Chrono display.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL (21)



Handwritten signature: M. N. N. N. N.